

## L'économie de Wallis-et-Futuna en 2015 Une économie portée par la consommation intérieure

En 2015, l'activité économique est restée portée par la consommation des ménages dans un contexte de faible inflation et de repli du niveau d'investissement des entreprises. L'évolution des différentes données relatives au commerce extérieur l'atteste, avec un maintien des importations de biens de consommation des ménages et une baisse significative des importations de biens intermédiaires et de biens d'équipement à destination des entreprises.

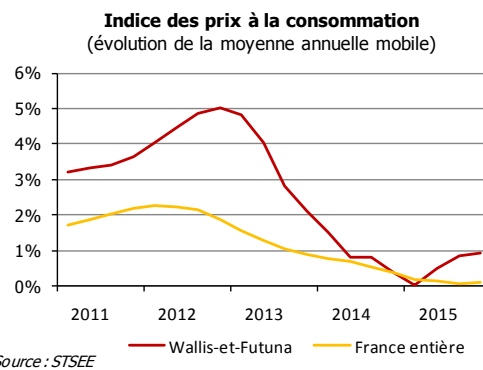
Les indicateurs de financement de l'économie traduisent aussi ces évolutions. Le financement de la consommation des ménages est en progression sur l'année, tandis que le financement de l'investissement des entreprises se resserre. L'encours moyen des crédits à l'habitat accordés aux ménages recule en 2015. Un arrêté, publié au Journal Officiel de la République française le 14 mai 2014, acte l'institution prochaine d'une sous-régie de recettes auprès du Tribunal de première instance de Mata'Utu. Constituant une garantie de recouvrement des crédits à la clientèle pour les établissements de crédit, ce dispositif pourrait relancer l'activité de financement de l'habitat, et stimuler par voie de conséquence le secteur du BTP, aujourd'hui fragilisé par une commande publique en baisse.

### MAINTIEN DE LA CONSOMMATION DES MÉNAGES, REcul DE L'INVESTISSEMENT DES ENTREPRISES

#### Hausse modérée de l'indice des prix à la consommation

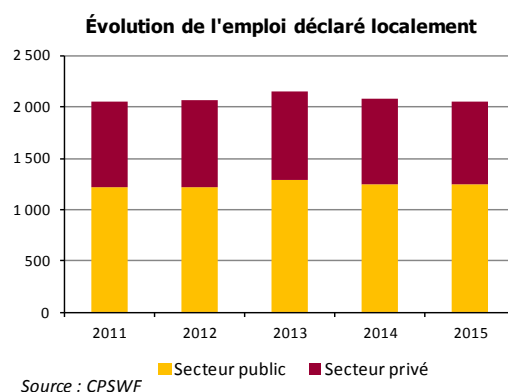
La décélération de la hausse de l'indice des prix à la consommation (IPC), qui a débuté à la fin de l'année 2012, s'est poursuivie jusqu'au début de l'année 2015. Bien que cette tendance ne se soit pas prolongée sur les trimestres suivants, l'augmentation de l'IPC annuel moyen reste modérée en 2015 (+0,9 %). L'évolution de l'IPC annuel moyen des années 2012 et 2013 avait en effet été plus conséquente (respectivement +5 % et +2,1 %) et contenue en 2014 (+0,4 %).

Les différentes composantes de l'IPC connaissent une évolution contrastée. Les prix de l'énergie enregistrent une nouvelle baisse en 2015 (-5,9 %, en moyenne annuelle), conséquence de la chute des cours mondiaux du pétrole en 2014 et en 2015, tandis que les prix des produits manufacturés et des services connaissent une hausse moyenne annuelle de +3 %. Les prix de l'alimentation augmentent eux aussi, bien que plus modérément (+1 % en moyenne annuelle).



#### Stabilité de l'emploi à fin juin 2015

Au 30 juin 2015, on dénombre 2 057 salariés déclarés à la Caisse des prestations sociales de Wallis-et-Futuna (CPSWF), contre 2 078 à fin juin 2014. La répartition des employés dans le secteur privé et le secteur public reste similaire à celle observée en 2014. Le secteur public concentre 60 % des effectifs déclarés, soit un total de 1 249 salariés à fin juin 2015. Les effectifs du secteur public restent stables (-0,1 %) tandis que ceux du secteur privé connaissent une légère contraction (-2,4 %), passant de 828 à 808 salariés entre juin 2014 et juin 2015. Cette baisse s'observe principalement dans le secteur de l'artisanat.



## Contraction des importations totales en 2015

En 2015, les importations de Wallis-et-Futuna sont de 5,6 milliards de F CFP. Elles s'élevaient à 5,8 milliards de F CFP en 2014, ce qui représente une diminution de 3,5 % de la valeur des importations sur l'année 2015. Cette évolution concorde avec celle des données sur les importations exprimées en volume, ainsi qu'avec la baisse du nombre de conteneurs déchargés sur le Territoire (1 818 en 2015 contre 1 895 en 2014). L'ensemble des grands postes d'importations se contracte.

Seule la valeur des importations de biens d'équipement des entreprises augmente en 2015 (+24,5 %), mais cette forte progression est due à l'importation d'une station de base d'un montant de 277 millions de F CFP pour l'installation de la téléphonie mobile en fin d'année. Une fois celle-ci déduite, la valeur totale des importations de biens d'équipement des entreprises est en diminution par rapport à 2014 (-9,2 %). Les importations de biens intermédiaires enregistrent quant à elles la plus forte baisse (-18 %, en valeur). Les importations de produits énergétiques reculent aussi, de -14,5 % en valeur. Enfin, les importations de produits alimentaires, qui représentent la part la plus importante des importations totales, soit environ 25 % en valeur, diminuent plus modérément (-2,1 %). Les importations de biens de consommation restent stables en 2015 (-0,2 %).

En cohérence avec la baisse en volume et en valeur des importations, les recettes douanières annuelles sont elles aussi moins importantes et atteignent 1,6 milliard de F CFP en 2015 (contre 1,9 milliard de F CFP en 2014).

## La consommation des ménages se maintient

Les importations de biens de consommation sont stables en 2015 (-0,2 %), et s'élèvent à 898 millions de F CFP. Elles ont particulièrement augmenté au mois de décembre 2015, en accord avec le regain d'activité du secteur commercial constaté par les professionnels interrogés lors des enquêtes à dire d'experts. La valeur totale des importations de produits de l'édition et de biens d'équipement du foyer progresse respectivement de 2 % et 3 % en 2015. Les importations de produits pharmaceutiques, de parfumerie et d'entretien sont stables (-0,3 %) tandis que celles d'articles d'habillement se replient de 4,5 %. Ces deux postes de produits représentent les deux tiers des importations de biens de consommation. Les importations de produits alimentaires reculent également de 2,1 % en 2015.

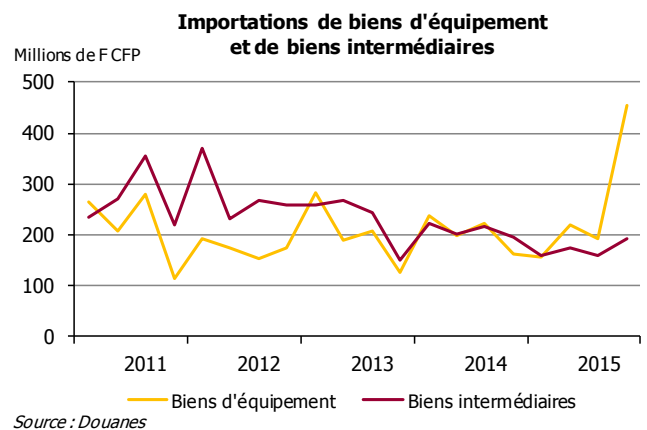
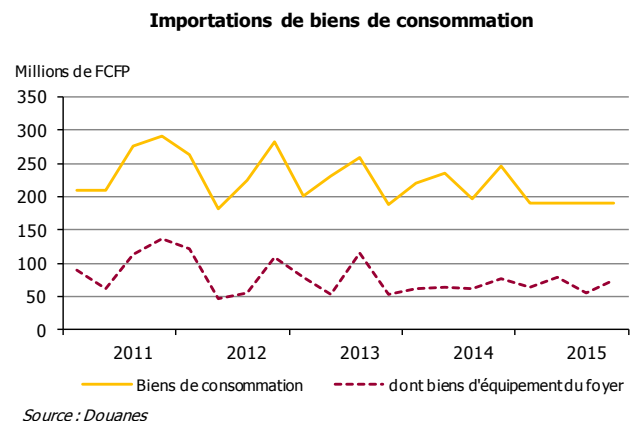
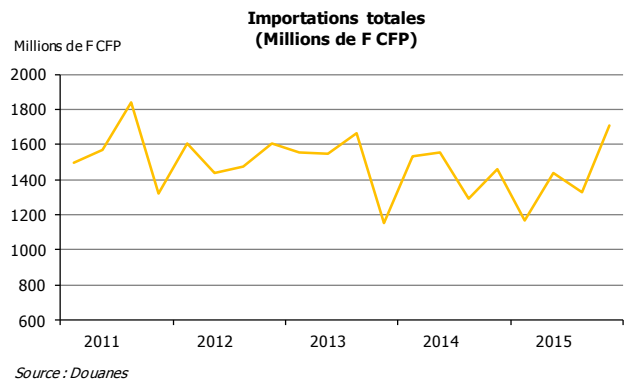
Le nombre d'achat de véhicules neufs de tourisme se contracte, avec 82 nouvelles immatriculations en 2015 contre 95 en 2014.

## Repli du niveau d'investissement des entreprises

Les importations annuelles de biens intermédiaires, ainsi que les importations de biens d'équipement (en excluant l'importation exceptionnelle liée à l'installation du réseau de téléphonie mobile au cours du quatrième trimestre 2015) sont en baisse en 2015 (-18 % et -9,2 % respectivement).

Le financement de l'investissement des entreprises se replie légèrement : regroupant les crédits d'exploitation et les crédits d'investissement, il s'établit à 712 millions de F CFP à fin 2015 contre 726 millions de F CFP en 2014 (soit -1,9 %).

Le nombre d'acquisitions de véhicules utilitaires neufs est toutefois en progression : on dénombre 93 véhicules supplémentaires en 2015, contre 86 en 2014.

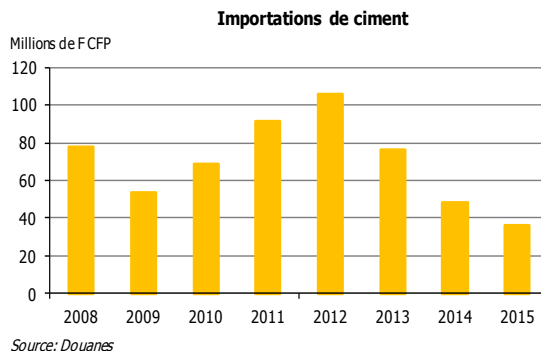


# LE SECTEUR DU COMMERCE STIMULÉ PAR LA CONSOMMATION DES MÉNAGES

## Moindre activité du BTP en lien avec la baisse de la commande publique

D'après les professionnels interrogés dans les enquêtes à dire d'experts, le BTP semble avoir retrouvé un niveau d'activité en adéquation avec la demande limitée du Territoire, après avoir été particulièrement stimulé par les chantiers d'envergure entre 2010 et 2013 (construction du port de Mata'Utu, infrastructures sportives en vue des Mini-Jeux, reconstruction liée aux dégâts engendrés par les cyclones *Tomas* et *Evan*). Dans ce contexte, les importations de ciment continuent de diminuer et atteignent 36 millions de F CFP en 2015.

Les effectifs déclarés du BTP se stabilisent en 2015, avec 67 salariés déclarés à fin juin 2015 contre 69 à fin juin 2014.

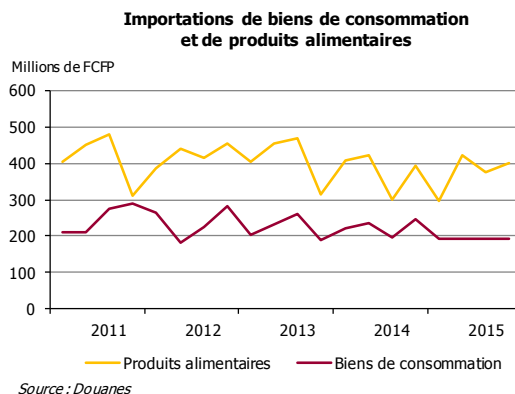


## L'activité commerciale est stable

Le secteur du commerce conserve une place importante dans l'activité économique du Territoire. Les importations en valeur de biens de consommation sont stables en 2015 (-0,2 %), et les professionnels du secteur ne constatent pas de variation singulière de leur activité.

Si les importations en valeur des biens issus des industries agricoles et alimentaires reculent en 2015 (-2,1 %), la consommation des ménages se maintient. En effet, la valeur totale des importations de produits de l'édition et de biens d'équipement du foyer progresse respectivement de 2 % et 3 % en 2015.

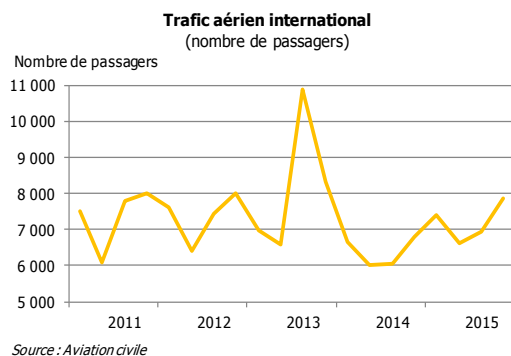
Au 31 décembre 2015, l'encours bancaire des crédits à la consommation augmente en moyenne annuelle de 1,1 % par rapport à fin 2014.



## Le Territoire retrouve une fréquentation semblable à l'avant Mini-Jeux

Au cours de l'année 2015, 28 846 passagers ont effectué un vol international à destination ou au départ de Wallis, soit un progrès sensible par rapport à 2014 (+13,1 %).

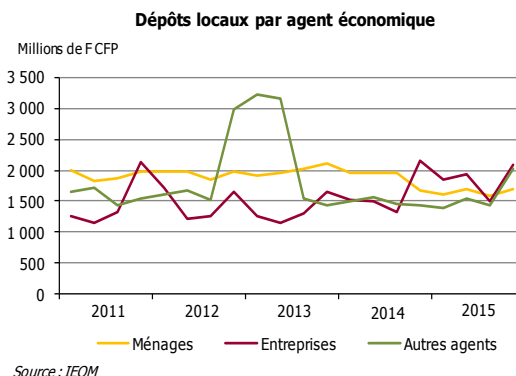
L'année 2014 avait été marquée par une forte décélération du trafic aérien international : le Territoire n'avait pas enregistré un nombre de passagers aussi faible depuis 2006. En 2015, le trafic aérien retrouve des niveaux similaires à ceux enregistrés avant les Mini-Jeux du Pacifique (en 2013), événement qui avait favorisé un afflux exceptionnel de passagers vers Wallis-et-Futuna.



# TENDANCE À LA HAUSSE DU FINANCEMENT À COURT TERME POUR LES MÉNAGES ET LES ENTREPRISES

## Légère progression des actifs financiers sur l'année

Le total des actifs financiers détenus par les agents économiques s'élève à 7,3 milliards de F CFP au 31 décembre 2015, contre 7,2 milliards de F CFP à fin 2014. En 2015, l'encours moyen des actifs financiers détenus par les agents économiques connaît une croissance de 0,4 % par rapport à 2014. L'encours moyen des dépôts locaux, qui représentent près de 80 % des placements, progresse de 2,1 % tandis que l'encours moyen des placements à long terme se replie de 4 % entre 2014 et 2015. Les dépôts à vue n'augmentent que de 0,4 % en moyenne annuelle. Les placements à long terme des ménages ont augmenté de 9,9 % en moyenne entre 2014 et 2015. Cette hausse concerne tous les types d'actifs (portefeuilles-titres, OPCVM non monétaires, contrats d'assurance-vie).



## Tendance à la baisse du financement à long terme

L'encours sain des crédits accordés par l'ensemble des établissements bancaires intervenant localement atteint 2,8 milliards de F CFP au 31 décembre 2015, contre 2,5 milliards de F CFP à fin 2014.

Un remboursement anticipé de prêts explique l'importante diminution des crédits accordés aux entreprises observée en fin d'année 2014. Dès lors, l'encours des crédits accordés aux entreprises s'est stabilisé autour de 850 millions de F CFP, avec une progression du financement de court terme au détriment du financement de long terme. L'encours des crédits octroyés aux ménages atteint 1,5 milliard de F CFP au 31 décembre 2015. En tendance baissière depuis mi-2012, cet encours progresse tout au long de l'année 2015. Cette évolution résulte principalement de l'octroi de nouveaux crédits à la consommation et, à la marge, d'une opération de fiabilisation des données d'un établissement de crédit situé hors zone d'émission en fin d'année. L'encours moyen des crédits aux ménages en 2015 demeure toutefois en deçà de celui observé au cours de l'année 2014 (-3,6 %).

L'encours des crédits aux collectivités locales atteint 503 millions de F CFP au 31 décembre 2015. Il augmente significativement en fin d'année suite au versement, au quatrième trimestre, de la dernière tranche du crédit destiné au financement de la téléphonie mobile à Wallis-et-Futuna.

## Un niveau de sinistralité contenu

L'encours des créances douteuses brutes s'élève à 87 millions de F CFP à fin 2015, en repli de 5,1 % en glissement annuel. Au 31 décembre 2015, le système bancaire affiche un taux de créances douteuses de 5,1 %, contre 5,5 % au 31 décembre 2014. La qualité du portefeuille reste globalement stable depuis décembre 2012.

Au 31 décembre 2015, le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire continue de baisser, passant de 313 à fin 2014 à 263 à fin 2015. Les incidents de paiement par chèque reculent également (-31,7 %). Enfin, on dénombre une personne morale de moins en situation d'interdiction bancaire par rapport à décembre 2014, soit un total de 14 personnes.

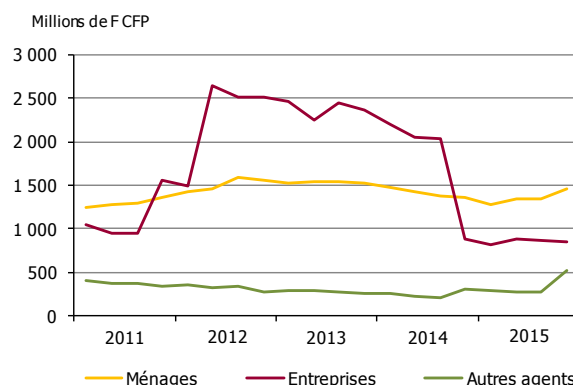
## PERSPECTIVES

Dans un contexte de fort déficit commercial causé par l'absence d'exportations, l'économie de Wallis-et-Futuna continue à être stimulée par la consommation intérieure. Alors que la progression des prix se stabilise, la consommation des ménages se maintient, dynamisant le secteur du commerce. La mesure « bas salaires », appliquée à partir de juillet 2016, créera un surplus de revenus distribués qui pourrait avoir un effet sur le niveau de consommation des ménages. Par ailleurs, la mise en place de la péréquation tarifaire de l'électricité, qui conduira à une diminution progressive des prix de l'électricité à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2016, devrait engendrer d'une part la progression du pouvoir d'achat des ménages et d'autre part la réduction des charges des entreprises. Ainsi, cette mesure devrait se répercuter positivement sur la demande et l'offre interne et stimuler le secteur du commerce ainsi que celui des services.

En revanche, aucun projet significatif n'est à l'heure actuelle susceptible de dynamiser l'activité des entreprises du BTP. Le secteur pourrait profiter de nouvelles opportunités si des mesures étaient prises pour relancer le financement de l'habitat.

Enfin, la mise en place de nouvelles connexions aériennes inter-îles et internationales a été annoncée par le Président de la République lors de sa visite le 22 février 2016. Cette mesure pourrait augmenter la fréquentation du Territoire et stimuler des secteurs tels que l'artisanat ou les services, à condition qu'elle conduise à un ajustement à la baisse des prix aériens. Le désenclavement constitue l'une des priorités politiques actuelles susceptible d'apporter de nouvelles opportunités de développement économique pour l'archipel. Cette priorité est rappelée dans la nouvelle stratégie de développement du Territoire actuellement en cours d'élaboration, qui définit les grandes orientations pour les quinze prochaines années.

Encours des crédits par agent économique



Source : IEOM